

L'hon. M. DUNNING: Parce qu'ils ont bénéficié des exemptions accordées aux enfants.

L'hon. M. ROGERS: Qu'on me permette de citer d'autres chiffres:

Rendement de l'impôt sur le revenu pour les années financières 1921-1922 et 1924-1925

Agriculture—	Nombre	Somme	
1921-1922.. ..	18,841	\$1,299,104 54	
1924-1925.. ..	3,061	162,944 74	
	15,780	De moins \$1,136,159 80	Perte
Employés—			
1921-1922.. ..	207,263	\$17,123,446 91	
1924-1925.. ..	168,894	13,973,094 87	
	38,369	De moins \$3,150,352 04	Perte
Marchands—			
1921-1922.. ..	23,716	\$7,140,101 15	
1924-1925.. ..	14,843	2,189,116 62	
	8,873	De moins \$4,950,984 53	Perte
Manufacturiers—			
1921-1922.. ..	1,629	\$2,472,485 40	
1924-1925.. ..	1,127	467,661 83	
	502	De moins \$2,004,823 57	Perte
Compagnies—			
1921-1922.. ..	8,286	\$38,863,757 79	
1924-1925.. ..	6,236	31,091,274 37	
	2,050	De moins \$7,772,483 42	Perte

M. RYCKMAN: Les enfants n'ont rien à voir là-dedans?

L'hon. M. ROGERS: Ils n'ont rien à voir à l'impôt sur les compagnies. Voilà des faits qui indiquent l'état des affaires du pays. Non seulement pour ce qui concerne l'impôt sur le revenu, mais au sujet de n'importe quelle autre chose, nous devons faire face aujourd'hui à des problèmes tels que le Canada n'en a jamais eu à résoudre et mon très honorable ami est aussi impuissant qu'un enfant pour rien faire en vue de leur solution. Il y a le problème des impôts et celui de l'émigration, le plus grave que nous ayons jamais eu à étudier. Nous savons que le chiffre de notre population n'augmente pas et que le Gouvernement n'a pas réussi à résoudre le problème de l'émigration. Les gens quittent notre pays en plus grand nombre qu'ils n'y entrent. La politique du gouvernement actuel est si faible qu'on pourrait seulement la comparer à quelqu'un qui entreprendrait d'éteindre avec une seringue un gros feu de forêt.

Puis, monsieur l'Orateur, nous avons encore les grands problèmes de la manutention de notre grain de façon que le producteur puisse obtenir les tarifs de transport les plus avantageux et ainsi de suite. Nous avons à résoudre

[L'hon. M. Rogers.]

dre le problème d'arriver à expédier notre grain pour qu'il soit transporté par les chemins de fer canadiens aux ports canadiens. Et le dernier, et non le moindre, de nos problèmes, c'est celui du droit qui nous a été légué d'arranger notre politique douanière pour qu'elle donne confiance et sécurité. Les gouvernements libéraux ou les gouvernements de compromis n'ont jamais pu encore s'attaquer à ces grands problèmes. Ce qui justifie cette déclaration de ma part, c'est que le parti libéral ne peut démontrer aujourd'hui qu'au cours de toute l'existence de ce Dominion il puisse faire parade d'une seule loi importante d'intérêt général pour tout le pays. L'autre jour il nous a été donné un exemple frappant du mal causé par un gouvernement de compromis. La colline parlementaire était assiégée par des milliers d'hommes et de femmes se recrutant parmi les meilleurs éléments de la population; ils étaient venus ici réclamer de mon très honorable ami et du ministre des Finances leur droit de vivre, de travailler et de coopérer au développement de cette jeune nation pleine de promesse qui est la nôtre. On leur refusa ce droit: c'est pour cette raison, monsieur l'Orateur, si ce n'est pas pour une autre, que je suis enchanté de prendre part à ce débat et de donner mon appui à l'amendement de l'honorable député de Fort-William (l'honorable M. Manion). Je l'appuie parce qu'il s'inspire des sains principes de la politique conservatrice. La politique du parti conservateur est de maintenir la flamme des foyers canadiens. La politique du parti conservateur est de garder le capital canadien et l'ouvrier canadien à travailler au Canada et non pas aux Etats-Unis. Le parti conservateur croit que la sage expansion du marché domestique constitue le plus grand actif national du Canada; il ne croit pas que l'Europe continentale ait le privilège d'encombrer notre marché des produits d'une main-d'œuvre à vil prix au détriment de l'ouvrier canadien. Nous ne croyons pas qu'il faille laisser nos voisins américains encombrer notre marché, toujours au détriment de l'ouvrier canadien de l'excédent de leur pacotille, de l'excédent de leurs produits. Une protection suffisante accordée à l'industrie américaine l'a préservée de ce dumping qui a ruiné la prospérité du Canada sous le régime administratif du parti libéral.

Pour ce qui est du tarif, le premier ministre et le ministre des Finances devront expliquer au Parlement pourquoi les promesses contenues dans l'exposé budgétaire de l'année dernière n'ont pas été tenues. Pourquoi le Gouvernement n'a-t-il pas rempli la promesse faite alors de nommer une commission du tarif? Le ministre des Finances déclarait qu'il était nécessaire pour le Gouvernement d'avoir le témoignage d'experts avant d'apporter des modi-